

LES PARLEMENTAIRES

LA TENEUR D'UN PRÉTENDU DOCUMENT DU GOUVERNEMENT

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Monsieur le Président, ça va mal pour les conservateurs. Les conservateurs, dont la popularité est en baisse, font quelque chose de typique d'eux: ils s'inspirent du manuel de survie de Richard Nixon pour essayer d'intimider et même de discréditer les députés de l'opposition qui ne sont pas d'accord ou qui pourraient ne pas être d'accord avec le point de vue du premier ministre (M. Mulroney) sur le libre-échange. Non seulement le document en question s'en prend aux députés de l'opposition, mais il ridiculise complètement tout le processus de consultation que le gouvernement prétend respecter.

Ce document est une manifestation de mépris pour les gens mêmes que le gouvernement prétend représenter. Le premier signe que les conservateurs sont en difficulté, monsieur le Président, c'est qu'ils essaient de démolir l'opposition. J'attends avec impatience la prochaine fois où ils seront dans le pétrin, parce que cette fois-là c'est entre eux qu'ils vont se massacrer, comme d'habitude. Au passage, je suggère aux conservateurs d'engager des spécialistes des communications qui sachent épeler correctement.

* * *

LES ARMES NUCLÉAIRES

LA CONFÉRENCE SUR LE TRAITÉ DE NON-PROLIFÉRATION

M. Reg Stackhouse (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, la Chambre devrait être pleinement consciente de l'importante contribution faite par le Canada en vue de stabiliser le monde en assurant le succès de la conférence sur le traité de non-prolifération. Il y a cinq ans, les participants à cette conférence n'avaient pu se mettre d'accord pour publier une déclaration commune.

A la suite du consensus obtenu grâce à l'influence des diplomates canadiens et des représentants des pays dont les vues correspondent aux nôtres, cette déclaration a été publiée la semaine dernière. C'est la première fois que les participants à cette conférence, appuient, de commun accord, un traité signé par 129 pays. Le mérite en revient surtout à l'ambassadeur Roche, à l'équipe de diplomates dévoués et expérimentés qui travaillaient avec lui et au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) qui leur a donné son appui. J'ai suivi cette conférence pendant une semaine avec les autres membres de la délégation et je peux vous dire que j'ai été très fier de voir les nobles traditions de la diplomatie canadienne contribuer de façon aussi importante à la paix mondiale.

* * *

LES FINANCES

L'INVESTISSEMENT DES FONDS DE PENSION SUR LES MARCHÉS ÉTRANGERS

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, dans son budget de mai dernier, le ministre des Finances (M. Wilson) a proposé de modifier radicalement les règles touchant l'investissement des fonds de pension sur les marchés étrangers. A l'heure actuelle, seulement 10 p. 100 de l'avoir d'un fonds de

Questions orales

pension peut être investi à l'étranger. Le ministre des Finances a proposé de porter ce plafond à environ 30 p. 100, ce qui représente l'exode d'une trentaine de milliards de dollars canadiens qui pourront être investis à l'étranger.

Le ministre a déclaré que cette disposition vise à créer des emplois au Canada en incitant les fonds de pension à investir dans des petites entreprises canadiennes. La logique de l'argument m'échappe et d'autres problèmes se posent au sujet de la sécurité de ces fonds de pension une fois qu'ils ont quitté le Canada.

Le ministre n'a pas indiqué comment ces fonds seront assurés en cas d'investissements douteux. Il n'a pas dit non plus comment s'effectueraient la surveillance et la réglementation de ces investissements.

Les Canadiens s'inquiètent de plus en plus de voir le gouvernement permettre aux gars de Bay Street de faire ce qu'ils veulent avec l'argent durement gagné des Canadiens. Le ministre devrait réexaminer toute la question avant de donner suite à cette mesure budgétaire, qui n'a pas été suffisamment bien pensée. Si 30 milliards de dollars quittent le pays pour être investis à l'étranger, monsieur le Président, alors que cet argent serait utile à l'économie canadienne en vue de créer des emplois au Canada, le ministre des Finances devrait avoir honte de sa proposition.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES PÊCHES

LA VENTE DE THON EN CONSERVE—LA DÉMISSION DU MINISTRE

M. George Henderson (Egmont): Monsieur le Président, on vient de me signaler que le ministre des Pêches et des Océans a remis sa démission au premier ministre. Nous convenons peut-être tous que le ministre des Pêches et des Océans a pris une initiative honorable en démissionnant du cabinet . . .

Des voix: Bravo!

M. Henderson: . . . mais j'ai une question à poser au premier ministre. Reconnaît-il maintenant qu'il y a eu intervention politique en la matière? Dans l'affirmative, pourquoi l'a-t-il nié si catégoriquement toute la semaine dernière?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je pense que le comportement honorable de l'ancien ministre des Pêches constitue en soi une explication pertinente et suffisante. Il y a eu entre l'ancien ministre et moi-même un échange de correspondance qui a été distribuée aux députés. J'espère que mon honorable collègue en recevra bientôt un exemplaire, et qu'il y trouvera toutes les explications nécessaires.

LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

M. George Henderson (Egmont): Toute la semaine dernière, monsieur le premier ministre, nous avons entendu des déclarations contradictoires de votre part, monsieur, et de la part de votre ministre des Pêches . . .